

076 **Avis d'Appel d'Offres National Ouvert**
N° 076/AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 du 08 SEPT 2026
en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de
construction de certains ouvrages d'art dans la Région du Centre
Financement : Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercices
2026, 2027 et 2028.

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'État du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de construction de certains ouvrages d'art dans la Région du Centre

1. Objet de l'Appel d'Offres

L'objet de l'Appel d'Offres porte sur l'exécution des travaux de construction de certains ouvrages d'art dans la Région du Centre

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- Dégagement et préparation de terrain ;
- Terrassements ;
- Enrochement ;
- Étude d'exécution ;
- Études complémentaires ;
- Béton de propreté ;
- Béton B30 ;
- Armatures ;
- Coffrage ;
- Construction des culées et des piles en béton armé ;
- Mise en œuvre de la dalle et poutres ;
- Muret de sécurité ;
- Signalisation et équipement ;
- Maintien de la circulation.

3. Allotissement

Les travaux sont en un (01) lot ci-après

N° de lot	Région	Désignation	Portée (ml)	Délai d'exécution (mois)	Coût prévisionnel (TTC) en Fcfa	Type de travaux
1	CE	Construction de cinq (05) ponts avec aménagements des voies d'accès sur les rivières Akongo, (10 ml), Zomseu (6 ml), Messessamba (6 ml), Biniga (10 ml) et Lokoundjé (12 ml) sur la route Tiga - Mbeng - Nkoulqui - Abang - Akongo	44	12	400 000 000	Construction d'un ouvrage d'art
Total					400 000 000	

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **Quatre Cent Millions (400 000 000) Fcfa** réparties en un lot unique comme présenté ci-dessus.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres se présente comme suit :

N° de lot	Délai d'exécution (mois)
1	12

Chaque délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de droits camerounais de Catégories A, B et C.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public au MINTP, Exercices 2026, 2027 et 2028.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est « **Exclusivement en ligne.** » autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission timbrée, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à :

N° de lot	Montant de la caution en FCFA
1	1 000 000

Cette caution est valable jusqu'à cent vingt (120) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence du récépissé CDEC et de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministre chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, Tél. : 222 229 234.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>** sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, notamment à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, Tél. : 222 229 234 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) Francs CFA** au titre des frais d'achat de dossier dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit.

aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Présentation des offres

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **11 heures. Une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB et l'original de la caution de soumission et du récépissé de dépôt à la CDEC devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu dit centre administratif, porte 4/36, au plus tard le 08 OCT 2026 à 11 heures, et déposé contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :**

**N° 076 « Appel d'Offres National Ouvert » /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 du 08 SEPT 2026
en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de construction de certains
ouvrages d'art dans La Régions du Centre Financement : Budget d'Investissements
Publics, Exercices 2026, 2027 et 2028.**

**« COPIE DE SAUVEGARDE, RECEPISSE DE LA CDEC ET ORIGINAL DE LA CAUTION DE
SOUMISSION) »**

14. Récevabilité des plis

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission timbrée établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

15. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le à 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, sise à l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, Tél. : 222 229 234.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

16. Critères d'évaluation

16.1 Critères éliminatoires

A- Pièces Administratives

- Absence ou non-conformité de l'original du cautionnement provisoire (caution de soumission + récépissé CDEC) à l'ouverture des plis ;
- Non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, excepté le cautionnement de soumission;

B- Offre technique :

- Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales ;
- Absence d'une capacité de financement (Ligne de crédit disponible) délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances au Cameroun d'au moins :

N° de lot	Capacité de financement
1	135 000 000

- Absence d'un conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO à savoir :
 - **Formation de base :** Ingénieur en Génie Civil, niveau BAC+3 ou plus ou équivalent et inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC).
 - **Expérience générale en BTP :** Au moins dix (10) ans.
 - **Expérience spécifique :** avoir été Conducteur des Travaux d'au moins Deux (02) projets dans le domaine de construction, d'entretien ou de réhabilitation d'ouvrage d'art ou de travaux des routes avec ouvrages d'art,
- N'avoir pas satisfait 2/3 des critères essentiels avec obligatoirement le critère matériel;
- N'avoir pas satisfait au minimum de matériel en propre requis :
 - 01 Bétonnière (3500 litres) ;
 - 01 camion benne (10m³);
 - 01 compacteur à rouleau vibrant ;
 - 01 aiguille vibrante ;
 - 01 pick-up ;
 - 01 Moto pompe ;
 - 01 Groupe électrogène (32 kw).
- Absence de l'attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- Absence d'une Pré-convention de Partenariat signée avec la Commune du ressort des travaux pour le recrutement de la main-d'œuvre locale HIMO. À défaut de la convention au stade de la soumission, une déclaration sur l'honneur engageant le soumissionnaire à signer ladite convention avant le démarrage des travaux est acceptée.
- Absence de références remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO.

4/ K 4

C. Offre financière

- a) Absence dans l'offre financière d'un prix quantifié ;
- b) Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE et le SDP).

D. Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentique, manœuvres frauduleuses.

E. L'utilisation du certificat COLEPS d'une autre entreprise pour soumissionner.

16.2 . Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des critères essentiels ci-dessous

- Le personnel d'encadrement (**12 sous-critères**) ;
- Matériels (**10 sous-critères**) ;
- Preuves d'acceptation des clauses du marché (**02 sous-critères**).

NB : L'utilisation d'un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évaluée.

17. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins disante. Un candidat ne peut être attributaire de plus d'un lot.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi Tél. : 222 229 234, à la Division des Ouvrages d'Art, Tél. : 222 23 12 56 au Ministère des Travaux Publics ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le Ministère des Travaux Publics au numéro 88 00 20 42.

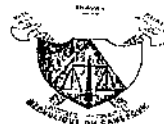
Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- MINTP ;
- Président CIPM-TCRI ;
- Affichage chrono.

Yaoundé le 28 SEPTEMBRE 2026
Le Ministre des Travaux Publics



Emmanuel NGANOU D.



Open National Call for Tenders
No. 076/AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 of 08 SEPT 2026
in emergency procedure for the execution of works to construct
certain engineering structures in the Centre Region
Financing: MINTP Public Investment Budget, 2026, 2027 and
2028 Financial Years.

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues, on behalf of the Republic of Cameroon, an Open National Call for Tenders, in emergency procedure for the execution of works to construct certain engineering structures in the Centre Region

1. Purpose of the Call for Tenders

The purpose of this Call for Tenders is to carry out works to construct certain engineering structures in the Centre Region.

2. Scope of Works

These works include:

- Clearing and site preparation;
- Earthworks;
- Rockfill;
- Execution studies;
- Additional studies;
- Blinding concrete
- B30 concrete;
- Reinforcement;
- Formwork;
- Construction of reinforced concrete abutments and piers;
- Installation of slabs and beams;
- Safety wall;
- Road signs and equipment;
- Maintenance of traffic.

3. Allotment

The works shall be tendered for in one (1) lot as follows:

No. Lot	Region	Description	Span (LM)	Time frame (month)	Estimated amount including taxes (TTC) CFAF	Types of works
1	CENTRE	Construction of five (5) bridges over the Akongo (10 LM), Zomseu (6 LM), Messessamba (6 LM), Biniga (10 LM) and Lokoundjé (12 LM) rivers, with access road developments, along the Tiga - Mbeng - Nkoulgui - Abang - Akongo road	44	12	400,000,000	Construction of an engineering structure
Total					400,000,000	

4. Estimated Cost

The estimated cost after preliminary studies is: **Four hundred million (400,000,000) CFA francs** divided into a single lot as described above.

5. **Estimated Execution Time Frame**

The maximum execution time frame set by the Project Owner for the works under this Call for Tenders is as follows:

Lot No.	Time frame (month)
1	12

Each time frame shall take effect from the date of notification of the Service Order to start work.

6. **Eligibility**

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all Categories A, B and C companies or consortia of companies governed by Cameroonian law.

7. **Financing**

Works under this Call for Tenders shall be financed by MINTP Public Investment Budget, financial years 2026, 2027 and 2028.

8. **Bidding Method**

The bidding method chosen for this consultation is "**exclusively online**". In other words, physical tender submission shall not be applicable under this Call for Tenders.

9. **Bid Bond**

Each tenderer must enclose with their administrative documents a stamped hand-paid bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance, to issue bonds in the field of public contracts. The list of such institutions is available in Document 14 of the Tender Documents, whose amount shall be as follows:

Lot No.	Amount of the bid bond in CFAF
1	1,000,000

The bid bond shall be valid for up to one hundred and twenty (120) days beyond the initial tender validity date. The absence of the CDEC receipt and the bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented during bid opening session will be rejected.

10. **Consultation of Tender Documents**

The hard copy of the tender document may be consulted for free during working hours at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor, Block A of the headquarters building hosting the Central Services of the Ministry of Public Works, at Etoudi, Tel.: 222 229 234.

It can also be consulted online via the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the website of the PCRA (www.arp.cm) or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

11. **Acquisition of Tender Documents**

The hard copy of the tender documents may be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of the headquarters building hosting the central services of the Ministry of Public Works, at Etoudi, Tel.: 222 229 234, as soon as this Call for Tenders is published, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs**, representing the cost of the file.

It is also possible to obtain the soft copy of Tender Documents by free download at the addresses indicated above. However, physical and online tendering is subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.

12. **Presentation of Tenders**

The maximum sizes of above mentioned documents (Volume 1, Volume 2 and Volume 3) that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for Administrative Documents (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Bid (Volume 3).

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that a compression software is used to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

13. Submission of Tenders

The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on **06 OCT 2026** 11. An **uncompressed back-up copy of the bid saved in a USB and the original of the bid bond and a copy of the acknowledgement receipt issued by the CDEC shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope**, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters of the Ministry of Public Works, located at Etoudi, administrative centre, door 4/36, no later than **08 SEPT 2026** at 11 a.m. It shall bear the following:

No. **076** "Open National Call For Tenders
/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 of **08 SEPT 2026**
in emergency procedure for the execution of works to construct certain engineering
structures in the Centre Region Financing: Public Investment Budget, 2026, 2027 and
2028 Financial Years.

"BACKUP COPY, ACKNOWLEDGEMENT RECEIPT FROM CDEC AND ORIGINAL OF THE BID BOND

14. Tender Compliance

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the stamped bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which shall be valid for thirty (30) days, with effect from the expiry of the tender-validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the launching date of the Call for Tenders.

15. Opening of Tenders

The tenders shall be opened at once on **06 OCT 2026** at noon in the meeting room of MINTP's Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works located in the headquarters building hosting the central services of the Ministry of Public Works at Etoudi, Tel.: 222 229 234.

Only tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated person of their choice, even in the case of consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted the originals or true copies of the relevant administrative documents or true copies certified by the issuing service or the competent administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must be less than three (3) months old or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file during the tender opening session, despite the 48-hour deadline extension granted by the Board, the bid will be rejected.

16. Evaluation Criteria

16.1 Eliminary Criteria

A- Administrative Documents:

- Absence or non-compliance of the original provisional bond (Bid bonds+ CDEC receipt) at the opening of tenders;
- Failure to submit, after the 48-hour extension, a document deemed non-compliant or missing in the administrative file at the opening of the bids, with the exception of the bid bond;

B- Technical proposal:

- Absence of a formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public Contracts (MINMAP);
- Absence of the stamped and signed integrity charter;
- Absence of the declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- Absence of a financing capacity (available credit line) issued by a first class bank approved by the Minister in charge of Finance, of at least:

Lot No.	Financing capacity
1	135,000,000

- Absence of a Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation, including:
 - **Basic training:** Civil Engineer, with at least a Bachelor's degree (GCE+3) or equivalent, and enrolled into the National Order of Civil Engineers (NOCE).
 - **General experience in Building and Public Works:** At least ten (10) years.
 - **Specific experience:** must have served as Works Supervisor on at least two (2) projects in the field of construction, maintenance, or rehabilitation of engineering structures, or roadworks involving engineering structures,
- Failure to meet 2/3 essential criteria, including the equipment criterion.
- Failure to meet the minimum in-house equipment requirement:
 - One (1) Concrete mixer (3,500 litres);
 - One (1) dump truck (10m³);
 - One (1) vibratory roller;
 - One (1) poker vibrator;
 - One (1) pick up vehicle;
 - One (1) motor-pump;
 - One (1) generator (32 kw).
- Absence of the dated and stamped attestation of site visit, formally signed by the tenderer;
- Absence of a preliminary partnership agreement signed with the Council concerned for the recruitment of local HIMO labour. In the absence of an agreement at the tender stage, a formal declaration committing the tenderer to sign the agreement before the start of works is accepted.
- Absence of references meeting the specific qualification and experience requirements under the special Tenders Regulation (RPAO).

C- Financial Offers

- a) A quantified unit price in the financial offer;
- b) Absence of an element of the financial offer (bid, Unit Price Schedule, Bill of Quantities).

D- False declaration, forged or unauthentic documents, fraud.

E- Use of another company's COLEPS certificate for bidding.

16.2 . Essential Criteria

The technical offers shall be evaluated as per the following essential criteria:

- Supervisory staff (12 sub-criterion);
- Equipment (10 sub-criterion);

- Evidence of acceptance of contract clauses (2 sub-criteria).
Note: The presence of any State's employee without documents justifying their availability shall not be assessed.

17. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the **lowest bidder** meeting the required technical and financial qualification criteria. Any tenderer shall not be awarded more than one lot.

18. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the initial tender submission deadline.

19. Further Information

Additional information may be obtained during office hours from the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor, Block A of the headquarters building hosting the central services of the Ministry of Public Works, at Etoudi, Tel.: 222,229,234, Division of Engineering Structures, Tel: 222 23 12 56 at the Ministry of Public Works or on line on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

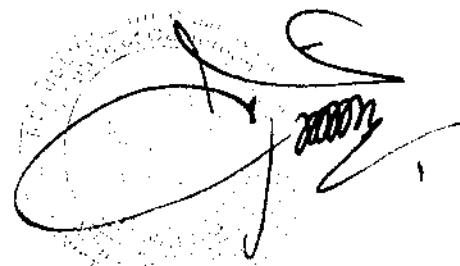
20. Fight Against Corruption and Malpractice

To report corrupt practices, facts or acts, or any other malpractice, please contact CONAC, by dialling 1517, or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 or the Ministry of Public Contracts via the number 88 00 20 42.

Copies:

- MINMAP;
- PCRA;
- MINTP;
- Chairperson of CIPM-TCRI;
- Notice board/Chrono.

Yaounde, 08 SEPT 2021
The Minister of Public Works



Emmanuel NGANOU D.